

# STOP AU MÉPRIS ET À L'INSÉCURITÉ SANITAIRE! POUR UNE RENTRÉE DIGNE!

Communiqué de presse – Créteil, le 29 octobre 2020

Informés par les médias des décisions de M. Blanquer et du gouvernement, les personnels éducatifs en déplorent le mode de communication et le fond. Aujourd'hui, ils sont excédés et toujours inquiets après les annonces de M. Macron.

**Pour la CGT Educ'action 94, l'information officielle par voie de presse est une nouvelle marque de mépris à l'encontre des enseignants, habitués désormais au *prof bashing* de la part des gouvernants et des médias-relais.**

C'est au *Journal du Dimanche* que M. Blanquer a donné les modalités d'organisation de la journée du 2 novembre autour de l'hommage à notre collègue Samuel Paty.

C'est sur BFM que nous apprenons, heure par heure, le sort fait à l'Ecole et à nos vies entières, contraintes face à la pandémie par des choix économiques.

Visiblement, le gouvernement ne juge pas nécessaire de tenir une conférence de presse ou de communiquer officiellement sur nos boîtes mail professionnelles avant de distiller ses informations aux médias-relais.

**Sur le fond, notre organisation est en total désaccord avec les décisions prises par le ministre et condamne fermement les propos qu'il a pu tenir dans les médias.**

**Après le choc de l'assassinat barbare de Samuel Paty, la profession a d'abord besoin de se recueillir et de se concerter librement, dans chaque établissement.**

L'hommage à notre collègue et le travail avec nos élèves doivent naître d'une réflexion collective et pas d'injonctions qui ne servent pas le fond mais seulement des récupérations et des effets d'annonce. La reprise voulue par le ministre, au « cadrage puissant » et au pas de course, ne permettra pas ce travail qui doit s'inscrire dans le temps long. La liberté d'expression ne se décrète pas selon les critères de M. Blanquer ou du Printemps républicain : infantilisation, suppression du paritarisme des commissions et des processus de décision, répression de nos collègues de Melle pour avoir fait grève, attaques du pluralisme prétendu « islamo-gauchiste », contre une BD publiée dans Médiapart, diktat sur la tenue des jeunes filles...

Nous n'avons aucune leçon à recevoir de M. Blanquer sur la Liberté, que le gouvernement auquel il appartient restreint chaque jour davantage. La liberté d'expression et la laïcité sont des principes fondamentaux qui aujourd'hui sont attaqués de toutes parts. Loin des provocations de notre propre ministre ou de M. Castex, les enseignant-e-s sauront transmettre les valeurs qu'ils et elles servent tous les jours. *L'Ecole de la confiance* doit enfin se fier aux acteurs de terrain, dans le strict respect de leur liberté pédagogique : les enseignant-e-s

n'exécutent pas leurs cours, mais les conçoivent, en sont les artisans et les dispensent auprès d'un public qu'ils et elles connaissent.

### **Alors que l'épidémie de Covid-19 s'aggrave, les personnels éducatifs sont atterrés par cette gestion de la crise sanitaire.**

Avant l'épidémie, les défaillances étaient déjà criantes – effectifs par classe, médecines scolaire et professionnelle, nombre insuffisant d'enseignant-e-s, d'infirmier-e-s, d'assistantes sociales, d'AED, d'AESH – mais c'est par des coupes drastiques dans les DHG et des masques toxiques que répond M. Blanquer.

Au lieu d'aménager la rentrée, les programmes et examens, de constituer des groupes, d'embaucher des personnels et de les équiper d'un ordinateur, le ministère supprime encore 1800 postes dans le secondaire pour 40 000 élèves de plus, maintient la journée de carence, ne remplace pas toujours les enseignants malades dans le 1<sup>er</sup> degré, surcharge ainsi les classes de la maternelle au lycée et réduit le protocole sanitaire à peau de chagrin. Notre département subit ces carences énormes qui favorisent la création de clusters et mettent des vies en danger. Avec des salaires parmi les plus bas de l'OCDE mais gelés depuis 10 ans, l'aumône discutée au prochain « Grenelle de l'Education », les conditions de travail et un mépris délétères, il n'est pas étonnant que notre profession, si bien *choyée*, n'attire plus de candidats. C'est un désastre promis à l'avenir de notre pays.

### **Les annonces de M. Macron lors de son allocution du 28 octobre et de M. Blanquer ce matin, ne rassurent pas.**

Face à une situation sanitaire fortement dégradée, au constat de saturation des hôpitaux et d'épuisement de leurs personnels, le président décide de confiner nos vies privées, ne nous laisse que le loisir d'aller travailler et voue certains commerces et sites culturels à la faillite.

Aucun moyen alloué à l'Ecole ni aux personnels et M. Blanquer annonce un protocole qui sera mis en place dès lundi, au grand dam des directions, contraint-e-s, une nouvelle fois, à l'urgence. Maintenir les élèves dans une même salle et ouvrir des fenêtres... voilà le protocole renforcé ! Dans de nombreux établissements, les emplois du temps et les locaux ne pourront être réaménagés et les fenêtres ne s'ouvrent tout simplement pas ! Le 28 septembre en revanche, l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements scolaires, indépendant, a bel et bien été supprimé : il relevait alors les insalubrités du bâti scolaire et des insuffisances scandaleuses (en savon pour 6 écoles sur 7, en sanitaires pour un quart des locaux...). **8 mois d'une pandémie mondiale n'ont pas suffi, rien n'est prêt.**

**Contre un gouvernement illégitime par son incompetence et ses mensonges, des modalités de rentrée en décalage des crises que nous traversons, et pour permettre aux équipes d'organiser une reprise digne :**

**la CGT Educ'Action 94 appelle les collègues à se réunir en Assemblée générale dès lundi pour définir leurs revendications et leurs moyens d'action et à se saisir des préavis de grève déposés au ministère pour la semaine du 2 au 7 novembre couvrant tous les personnels éducatifs des 1er et 2d degré.**